

Correo Internacional



Publication de la LITci. Nouvelle époque. Num. 122
Août 2006



Depuis quelques semaines, il y a un cessez-le-feu précaire au Liban. Peu après l'accord, le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, et le président des Etats-Unis, George Bush, sont venus nous dire qu'Israël avait gagné la guerre contre « les terroristes du Hezbollah ». Mais ces affirmations triomphalistes se sont heurté contre la réalité implacable.

Il s'avère de plus en plus clairement que l'armée sioniste a souffert une défaite cuisante de la part du Hezbollah et du peuple libanais, malgré toute la destruction qu'il a provoquée dans ce petit pays, et qu'il a dû se retirer sans obtenir aucun de ses objectifs politiques et militaires.

En définissant comme « une défaite cuisante » pour Israël ce qui s'est passé, nous considérons plusieurs facteurs. Il y a d'abord la disproportion des forces combattantes. Israël a dépensé dans cette guerre 9 milliards de dollars, a mobilisé plus de 30.000 soldats et a utilisé la technologie militaire la plus moderne. Le Hezbollah a engagé au combat 6.000 hommes, comptant les combattants et les réservistes, avec un armement très inférieur. Malgré cela, Israël n'est jamais parvenu à casser la capacité militaire du Hezbollah qui, jusqu'à la fin du conflit, a continué à lancer plus de 200 roquettes par jour sur le territoire israélien.

En même temps, les troupes israéliennes ont eu une importante quantité de pertes. On reconnaît officiellement la mort de 114 soldats et de 52 civils, mais certaines sources disent que le nombre réel de morts est de trois fois autant. En plus, il y a eu la

destruction de nombreux tanks et d'autre équipement militaire. Finalement, cela faisait des décennies qu'Israël ne voyait pas son territoire attaqué dans un conflit militaire. Dans le cas présent, le Nord du pays a été affecté de façon permanente par les roquettes lancées par le Hezbollah, y compris Haïfa, la troisième ville israélienne. Le résultat est que des milliers de personnes ont dû abandonner leurs maisons et, pour la première fois dans l'histoire d'Israël, recourir à des camps de réfugiés.

Mais la meilleure démonstration du véritable résultat de la guerre est le contraste clair entre la fête des habitants du Sud du Liban quand ils retournaient à leurs villages, bien qu'ils les trouvaient presque détruits, et la crise politique grave qui s'est ouverte en Israël.

La couverture de l'hebdomadaire anglais traditionnel *The Economist* du 17 août n'a pas hésité à dire clairement ce qui s'est passé : « *Nasrallah a gagné la guerre* ». Dans le même sens, le journal israélien Haaretz, défenseur assidu du sionisme, a insisté sur le fait que, pour inverser cette réalité défavorable et garantir l'existence d'Israël, il faut commencer par reconnaître que le pays a été mis en échec.

Nous saluons ce triomphe du peuple libanais et, avec les masses arabes et musulmanes, nous fêtons la défaite de l'armée sioniste. Il s'agit d'un fait d'immense importance parce qu'il met à l'ordre du jour la possibilité de concrétiser une tâche historique : la destruction de l'Etat raciste et gendarme d'Israël.

Comment a-t-il été possible?

Ce qui s'est passé au Liban n'a pas d'explication purement militaire. Israël est la cinquième puissance militaire mondiale et possède une technologie suffisante - y compris des bombes atomiques - pour « effacer » le Liban de la face de la Terre. Il faut une analyse politique.

L'attaque israélienne a essayé de donner une réponse offensive à deux crises combinées. La première est **celle de l'ensemble de la politique de la « guerre contre la terreur »** entamée par Bush le 11 septembre 2001, totalement embourbée en Iraq et actuellement remise en question en Afghanistan. La seconde a été la crise de la politique des Accords d'Oslo et de la constitution de l'ANP (Autorité Nationale palestinienne), après le triomphe électoral du Hamas. Olmert et Bush ont cru qu'ils obtiendraient une victoire rapide et ferme au Liban qui leur permettrait de commencer à inverser ces crises.

Mais, tout comme Bush en Iraq, la politique d'Olmert s'est heurté contre la montée colossale des masses arabes et musulmanes, dont l'expression la plus haute sont, précisément, les guerres de libération nationale contre l'envahisseur impérialiste. Il est évident que le Hezbollah a développé une force militaire efficace et que ses miliciens combattent avec courage et détermination. Ceci n'est toutefois que l'expression la plus visible de la disposition à la lutte de l'ensemble du peuple libanais, qui les a soutenus et défendus et d'où, à la fois, proviennent ses combattants.

Crise en Israël

S'agissant d'un pays dont l'essence est celle d'un « Etat gendarme », la défaite politique et militaire au Liban a donné lieu à une forte crise en Israël et le gouvernement d'Olmert reçoit des coups à droite et à gauche.

La droite critique le gouvernement de ne pas avoir mené la guerre jusqu'à ses dernières conséquences, en occupant tout le territoire libanais pour garantir la destruction du Hezbollah. Elle affirme que la défaite vient de cette indétermination stratégique ; ainsi s'est manifesté un secteur de réservistes dans une publicité au *Haaretz*. En même temps, des rédacteurs en chef importants de ce journal ont lancé une campagne pour demander le renoncement d'Olmert et son gouvernement et la convocation à de nouvelles

élections, comme premier pas pour inverser la crise. Selon une enquête du quotidien *Yediot Ahronot*, 63% des israéliens sont du même avis. Par la gauche, un secteur minoritaire dit que cela a été une grave erreur de se mettre dans une guerre de haut risque, au lieu de chercher une solution négociée au sujet des soldats pris comme otages.

Mais Olmert n'est pas le seul à recevoir des coups. Le haut commandement de l'armée est aussi fortement critiqué. Les journaux disent que l'armée s'est divisée entre la « classe des combattants » (les soldats et les officiers qui ont combattu) et la « classe des commandants » qui ont d'abord fait étalage de leurs "victoires" par la télévision israélienne et qui, par la suite, quand le déroulement défavorable de la guerre était déjà clair, ont commencé à jeter la faute les uns sur les autres.

La presse, elle aussi, fait état de la rage du reste du pays contre la capitale Tel-Aviv qui est, en outre, la ville la plus riche du pays. On dit que, en plus de ne souffrir aucune conséquence de la guerre, elle héberge le « yuppistán » : les enfants de l'élite économique, politique et intellectuelle qui ont utilisé toutes leurs influences familiales pour ne pas aller combattre sur le front et accomplir leur service militaire dans les bureaux confortables du Haut Commandement, tout près des shoppings et des commerces les plus luxueux de la ville. Un général a même menacé de révéler les statistiques des soldats morts pour montrer qu'il n'y en a presque pas de Tel-Aviv.

Ne nous confondons pas, la vaste majorité des israéliens est pour la destruction du Hezbollah et a soutenu la guerre contre le Liban, même quand son caractère génocide était clair. Tout indique que, comme réaction à la défaite, ils tourneront à droite dans une future élection en soutenant le parti du Likud, contre le Kadima et le laborisme, base de l'actuel gouvernement d'Olmert. Mais la défaite a ouvert cette crise profonde et il est devenu clair pour tous que, comme conclut le *Haaretz*, Israël est « *un pays vulnérable* ».

L'euphorie arabe et musulmane

D'autre part, la défaite des troupes sionistes a produit une immense joie dans les peuples arabes et musulmans. Un dirigeant arabe a exprimé ceci avec beaucoup de clarté: « *Pendant des années et des années, on a dit aux arabes des générations précédentes que rien ne pouvait être fait contre la force d'Israël. Maintenant tous les Arabes se réveillent à une nouvelle réalité. Quelques milliers de combattants irréguliers, la majorité faiblement armés, mais avec une volonté de combattre, ont pu faire face au monstre qu'ils craignaient tant... et sont parvenus à tuer le dragon de leurs cauchemars (...)* L'effet de la résistance ferme des combattants du Hezbollah à l'armée d'Israël aura une portée énorme (...) Au-delà du Liban, cette sensation court comme le feu dans une prairie sèche à travers tout le monde arabe et musulman. (...) C'est une sensation de pouvoir qui pourra éventuellement **en finir non seulement avec Israël, mais aussi avec ces gouvernements arabes, qui sont vu par ses gens comme les « vendeurs » de la fausse idée de l'impuissance arabe pour dissimuler leur propre impuissance et leur corruption...** » (Ghayth Armanazi, *The Independent*, 11-8-06).

Cette « sensation de pouvoir » signifiera sûrement un grand élan pour la lutte des masses arabes et musulmanes, non seulement dans le combat contre Israël mais aussi, comme dit l'auteur de la citation, dans la lutte contre les gouvernements responsables de décennies de capitulation, spécialement les gouvernements les plus proches d'Israël ou de l'impérialisme, comme ceux de l'Arabie Saoudite, l'Égypte et la Jordanie. Nous pouvons y ajouter que ce sera aussi un encouragement pour la lutte des peuples iraquien et afghan contre l'occupation impérialiste de leurs pays.

La crise de l'impérialisme s'accentue

Pour Bush et Olmert, c'est raté. La défaite des troupes sionistes n'a fait autre chose que renforcer la crise de la politique impérialiste au Moyen-Orient. En témoigne le fait que, deux semaines après le cessez-le-feu, la « force de paix » de 15.000 hommes prévue par la résolution 1701 de l'ONU n'a toujours pas pu se constituer.

Comme il correspond au rôle d'outil de l'impérialisme qu'a cette organisation, la résolution ne condamnait pas l'agression israélienne ni la destruction provoquée. Elle se limitait à faire un appel au cessez-le-feu et à envoyer les « casques bleus » du côté libanais de la frontière. En même temps, elle insistait sur le mandat d'autres résolutions précédentes pour « désarmer le Hezbollah ». L'objectif réel de la résolution est d'amortir la défaite de l'armée israélienne et d'établir une « frontière humaine » contre le Hezbollah avec la « force de paix ». Pour cette raison, nous nous opposons à l'envoi des soi-disant « troupes de paix » qui, comme cela a toujours été le cas, défendent seulement les intérêts de l'impérialisme et d'Israël.

Au-delà de ces objectifs, la réalité est que le contingent n'a pas encore pu se former parce que beaucoup de pays invités à envoyer des troupes ont refusé de le faire. Il n'est pas non plus clair quel pays impérialiste enverra le secteur clé de la « force de paix » et en aura le commandement. Le gouvernement français s'y était engagé, comme ancienne puissance de domination au Liban et avec des intentions d'y reprendre son influence. Mais cela a ouvert une crise avec les commandements militaires, qui rejetaient la proposition puisqu'ils ont encore frais dans la mémoire leur participation à une autre force de l'ONU dans ce pays, dans les années 80, qui a littéralement « volée en éclats ». Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne donneront un appui et du matériel mais n'enverront pas de soldats. L'Allemagne a déjà anticipé que sa collaboration sera avec des bateaux et du transport. L'Italie a été le seul pays impérialiste qui a accepté d'envoyer un contingent important (3.000 hommes) et de commander la force. Mais elle a conditionné maintenant son envoi à qu'Israël cesse de violer le cessez-le-feu. D'autre part, des pays qui ont bien voulu accepter d'apporter des soldats, comme l'Indonésie ou la Malaisie, ont été mis en question par le gouvernement israélien puisque ce sont des nations de majorité musulmane qui ne reconnaissent pas Israël.

Une nouvelle guerre est inévitable

Le cessez-le-feu pactisé au Liban est extrêmement précaire. Regrettablement, nous devons dire que tout indique qu'une nouvelle guerre paraît inévitable. Les troupes sionistes, tel un fauve blessé, l'ont déjà violé plusieurs fois et Amir Peretz, Ministre israélien à la défense, a déclaré « *qu'Israël doit se préparer pour un second tour au Liban* » (Clarín, 21/8/2006).

C'est un indice en plus que l'origine des guerres et des conflits dans la région est le caractère de gendarme armé de l'impérialisme de l'Etat d'Israël. Dans une semaine, dans un mois ou dans un an, l'Etat sioniste attaquera à nouveau et il est déjà en train de se préparer pour le faire, pendant qu'il lèche ses blessures.

C'est un indice en plus aussi qu'il ne pourra pas y avoir de paix dans cette région du Moyen-Orient jusqu'à ce que soit définitivement mis en échec et détruit Israël. La défaite qu'il a souffert au Liban démontre que, avec une lutte unifiée des masses arabes et musulmanes, il serait possible d'y arriver.

Le Hezbollah, par le prestige et l'influence qu'il a gagnés dans cette guerre, a une grande responsabilité pour qu'on puisse avancer sur ce chemin. C'est pourquoi, les masses arabes et musulmanes doivent lui exiger qu'il se mette à la tête de cette lutte.

Cuba

Quelle est la discussion autour de la succession de Fidel ?

La maladie de Fidel Castro et la transmission du commandement à son frère Raúl ont mis à l'ordre du jour le débat sur le présent et le futur de Cuba.

L'impérialisme américain s'est occupé de faire pression ouvertement sur le gouvernement de l'île. Le président George Bush a annoncé : « *Nous soutiendrons les efforts pour créer un gouvernement de transition à Cuba, compromis avec la démocratie* ». Et la Secrétaire d'Etat Condoleeza Rice a dit, dans un message enregistré au peuple cubain, que les Etats-Unis « *encouragent d'autres pays démocratiques à faire pression sur Cuba pour... une transition qui mène rapidement à des élections avec plusieurs partis* ». Les *gusanos* anti-castristes de Miami se sont mis à fêter la supposée agonie de Fidel.

D'autre part, outre les déclarations du gouvernement cubain rejetant l'interférence du gouvernement yankee dans les problèmes internes de l'île, il y a une déclaration qui compte déjà avec quelques milliers de signatures, en premier lieu celles de sept prix Nobel et 400 intellectuels de partout dans le monde, avec l'exigence suivante: « *Face à cette menace croissante contre l'intégrité d'une nation, la paix et la sécurité en Amérique latine et le monde, les sous-signés exigent que le gouvernement des Etats-Unis respecte la souveraineté de Cuba. Nous devons empêcher à tout prix une nouvelle agression.* »

A première vue, il paraîtrait donc que la confrontation et la discussion sont, d'une part, entre une interférence et la préparation d'une agression (politique et militaire) de l'impérialisme américain à l'Etat ouvrier et socialiste de Cuba, dans le but d'y restaurer le capitalisme et, d'autre part, la défense de la souveraineté de l'île et de l'Etat ouvrier cubain, garantie par le gouvernement de Fidel et le castrisme.

Si c'était cela la question centrale posée dans la réalité, depuis la LIT-QI nous n'avons aucun doute : nous sommes contre toute interférence de l'impérialisme à Cuba. De la même façon, nous répudions d'autres formes d'agression à Cuba comme le boycott commercial qu'imposent les Etats-Unis depuis des décennies. Qui plus est, en cas de toute attaque militaire de l'impérialisme, nous sommes pour la plus vaste unité, même avec le gouvernement castriste, pour défendre Cuba contre l'agression.

Toutefois, **pour nous, le principal problème et le débat de fond suscités par la maladie de Fidel et la succession qui s'en suit est autre.** La souveraineté de Cuba est menacée, il y a longtemps, non seulement par l'impérialisme américain, mais **parce que le capitalisme est entré de plein pied à Cuba, il y a plus d'une décennie, instauré directement de la main du gouvernement castriste.**

Ce véritable débat ne se fait pas avec clarté dans la gauche mondiale à cause de la grande influence qu'ont exercé Fidel et le castrisme depuis la révolution de 1959. La majorité de la gauche considère que, après la restauration capitaliste en Russie et en

Chine, Cuba représente « le dernier bastion du socialisme ». Bien qu'on ait dû faire des concessions au capitalisme, comme celles effectuées par Lénine et Trotski en URSS à partir de 1921 avec la NEP (Nouvelle Économie Politique), pour le moment, le caractère socialiste de l'Etat cubain serait sauvegardé par des secteurs de la direction castriste, essentiellement par Fidel lui-même. Partant de cette analyse, la maladie, et plus encore la disparition de Fidel, accéléreraient la possibilité de la restauration capitaliste. D'autres courants sont beaucoup plus critiques à la politique de Fidel et soulignent que c'est la direction castriste elle-même qui promeut la restauration. Au-delà de leurs différences, les deux analyses sont d'accord sur un point : si Cuba est encore un « pays socialiste » ou un « Etat ouvrier », la principale tâche serait de le défendre face aux yankees et aux *gusanos*.

Depuis la LIT-QI, nous avons une autre vision. Au-delà du fait que nous défendons et défendrons évidemment Cuba face aux yankees et aux *gusanos*, nous croyons que **le dilemme réel auquel fait face Cuba est un autre, totalement différent : la réalité montre que le capitalisme a déjà été restauré à Cuba par la direction castriste elle-même, associée aux impérialismes européen et canadien**, dans la seconde moitié des années 90. Pour nous, ce qui est aujourd'hui en discussion à Cuba n'est pas un possible risque de transformation du caractère économique-social de l'Etat, mais du changement ou non de son régime politique. C'est pourquoi, nous commencerons par analyser le caractère économique- social de l'Etat cubain.

La révolution et les conquêtes

Après la révolution de 1959, le peuple cubain a exproprié les entreprises de l'impérialisme yankee et de la bourgeoisie cubaine. Ainsi a commencé la construction du premier Etat ouvrier du continent latino-américain.

Grâce à la révolution, Cuba a obtenu d'immenses avancées dans des secteurs comme l'éducation et la santé publiques, avec des niveaux comparables aux pays impérialistes et dépassant des nations beaucoup plus développées, comme le Brésil, le Mexique ou l'Argentine. Elle a aussi fait avancer énormément le niveau de vie général de la population et a éliminé la pauvreté et la misère, quelque chose que même les études des capitalistes reconnaissent.

Cuba s'est transformé en un symbole de ce qu'une révolution socialiste peut obtenir. Les dirigeants du processus, Fidel et le Che Guevara, sont devenus la référence politique de millions de combattants et révolutionnaires dans le monde.

La restauration a déjà eu lieu

En 1990, la chute de l'URSS et la restauration capitaliste dans l'Est européen ont représenté un coup dur pour l'économie cubaine, centrée sur l'exportation de sucre et son échange pour du pétrole et de la technologie avec ces pays. Dans ce contexte, la direction castriste a commencé à développer une politique de restauration capitaliste et de démontage des bases essentielles de l'Etat ouvrier. Les points de repère principaux de la restauration ont été :¹

- **La Loi sur les Investissements Etrangers de 1995** qui a créé les « entreprises mixtes », administrées par le capital étranger. Les investissements se sont orientés spécialement vers le tourisme et les branches connexes mais ils se sont

¹ Voir *Cuba en Debate*, Martín Hernández, Marxismo Vivo N° 1.

ensuite étendus à d'autres secteurs, les produits pharmaceutiques et, récemment, le pétrole.²

- **L'élimination du monopole étatique du commerce extérieur**, exercé jusqu'à alors par le Ministère du Commerce Extérieur. Tant les entreprises étatiques comme les mixtes peuvent négocier librement leurs exportations et importations.³
- **L'adoption, de fait, du dollar comme la monnaie effective de Cuba**, qui coexiste avec deux monnaies nationales, une monnaie « convertible » en dollars et une autre « non convertible ».
- **La privatisation, de fait, de la production et commercialisation de la canne à sucre**, à travers les « unités de base de production coopérative » (80% de la surface cultivée). Les membres de ces unités n'ont pas la propriété juridique de la terre mais ils se distribuent les profits obtenus. En 1994 ont commencé à fonctionner les « marchés agricoles libres » dont les prix sont déterminés par le marché.

Ce que nous venons d'analyser n'a rien à voir avec la NEP en URSS. **Il s'agit de quelque chose qualitativement différente parce que cela a représenté la destruction de l'essence de l'Etat ouvrier cubain. On a éliminé la planification économique étatique centralisée et le ministère qui en était en charge a été dissous. A la place de l'Etat ouvrier est apparu un nouvel Etat capitaliste dans lequel l'économie fonctionne en accord avec la loi capitaliste du profit.**

D'autre part, la restauration capitaliste est en train de provoquer une détérioration accélérée des conquêtes sociales de la révolution, spécialement dans les secteurs de l'éducation et de la santé. En même temps, elle se manifeste dans la différenciation salariale croissante entre les travailleurs étatiques et les privés, et dans la réapparition massive de fléaux comme la prostitution.

L'entrée de l'impérialisme

La restauration capitaliste cubaine n'a pas été faite essentiellement à travers la formation d'une nouvelle bourgeoisie nationale, mais par le biais des investissements étrangers. Les impérialismes européen et canadien ont effectué de grands investissements et dominant aujourd'hui les secteurs les plus dynamiques et les plus forts de l'économie.

La structure économique cubaine a changé beaucoup dans la dernière décennie. Elle n'est plus basée sur le sucre et elle s'est concentrée dans les services qui, en 2004, représentaient 73.6% du PIB du pays et 51% de l'emploi.⁴ Cette même année, les « recettes en devises associées au tourisme » ont presque égalé le chiffre d'exportations de biens physiques (plus de 2,1 milliards de dollars). Si on y ajoute les recettes pour l'attention médicale et similaires, les services produisent aujourd'hui plus de 60% des devises qui entrent au pays.

D'autre part, ce poids du capital étranger deviendra encore plus important avec les contrats qui livrent l'exploitation des réserves pétrolières abondantes découvertes dans la mer des Caraïbes à Repsol et aux entreprises anglaises et canadiennes.

² En 2005, il y avait 258 entreprises associées au capital étranger. Les pays les plus représentés sont l'Espagne (77 entreprises) et le Canada (41). Voir *Empresas Extranjeras en Cuba* du journaliste Nelson Rubio.

³ Actuellement le commerce extérieur et les recettes pour le tourisme et les services totalisent quelque 10 milliards de dollars, presque un tiers de l'économie du pays, selon la Banque Centrale de Cuba.

⁴ Sur la base de données de *Oficina Nacional de Estadísticas de Cuba*, www.one.cu.

Le castrisme et la "voie de la Chine"

Il peut s'avérer étrange que nous parlions de restauration capitaliste quand les mêmes dirigeants qui ont dirigé la révolution et qui parlent de façon permanente de la « *défense du socialisme* » restent au pouvoir. Cette façon de parler ne signifie rien. Aussi bien Gorbachov, en ex-URSS, que les dirigeants du Parti Communiste Chinois ont essayé de dissimuler leur politique de restauration avec des discours « socialistes ».

En même temps, le processus de la Chine a montré qu'on a pu restaurer le capitalisme, c'est-à-dire, modifier le caractère économique-social de l'État, sans changer le régime politique. Le PC chinois a conservé son pouvoir hégémonique, mais le pays a cessé d'être un Etat ouvrier et est devenu un pays capitaliste administré par les dirigeants du PC, qui font leurs bénéfices avec les nouvelles affaires. En Russie et dans les Etats de l'Europe de l'Est, la restauration a eu lieu de façon différente puisque les Partis Communistes y ont perdu le pouvoir.

De toute façon, au-delà des différences entre les deux processus, à Cuba a eu lieu un processus semblable à « la voie de la Chine » au capitalisme. La restauration a été promue par le Parti Communiste, et le sommet castriste en a aussi obtenu de grands bénéfices.

Citons comme exemple très éloquent les données sur le pouvoir économique à disposition de Raúl Castro, le chef historique de l'armée cubaine. « *Les Forces Armées Révolutionnaires (FAR) ont un budget annuel de 1,5 milliards de dollars et le maniement quotidien d'un conglomérat des plus grandes entreprises étatiques du pays (...). Les FAR contrôlent 322 entreprises qui interviennent dans 89% des recettes pour exportation, dans 59% des profits pour tourisme et dans 60% des transactions en devises.* »⁵

Le sommet castriste s'est transformé en partenaire des capitaux étrangers, il les garantit leurs affaires et, à la fois, il s'enrichit avec eux à travers les entreprises étatiques et la participation dans les entreprises mixtes.

Nouvelle révolution ou colonie

Nous répétons donc que le dilemme actuel de Cuba n'est pas entre la survie de l'« Etat ouvrier » ou la restauration capitaliste. L'Etat ouvrier n'existe déjà plus et la restauration est un fait. Ceci signifie qu'une des questions centrales à l'ordre du jour dans la réalité est que, à partir de la restauration, Cuba perd son caractère de pays indépendant et avance de plus en plus vite vers sa transformation en une semi-colonie des impérialismes européen et canadien.

Regrettablement, c'est la direction castriste elle-même qui pousse dans cette direction. Un indice de cela est que Fidel, alors qu'il maintient ses discours contre Bush et la bourgeoisie *gusana*, rend constamment hommage au roi Juan Carlos, symbole de l'impérialisme espagnol (tout comme Chávez d'ailleurs).

La principale menace à l'indépendance cubaine ne provient pas de l'impérialisme yankee ou des *gusanos*. Pour défendre ou récupérer cette indépendance, il faut aujourd'hui une nouvelle révolution sociale qui exproprie les entreprises et les capitaux européens et canadiens, la même façon que, pour l'obtenir, il a été nécessaire d'exproprier l'impérialisme yankee et les *gusanos*. La différence profonde avec le processus entamé en 1959 est que cela signifie aujourd'hui combattre la politique de Fidel et la direction castriste.

⁵ Raúl Castro, un papel decisivo, Gerardo Reyes (*El Nuevo Herald*, 10/8/2006).

La succession de Fidel : qui doit décider ?

La transmission du commandement à Raúl Castro a montré clairement qu'un nombre réduit de dirigeants du Parti, de l'Armée et du Conseil d'État prennent les décisions qui affectent le futur du pays. Ni même l'ensemble du PC cubain ou le Parlement n'y ont participé. Encore moins a-t-on consulté le peuple cubain.

Sûrement, la grande majorité de ce peuple maintient son affection et son respect pour le vieux dirigeant de la révolution. Mais ce fait ne peut pas dissimuler que des millions de cubains n'ont aucune possibilité d'intervention politique réelle dans la décision concernant la succession de Fidel. Il s'agit d'une situation complètement antidémocratique qui bloque un droit démocratique élémentaire.

Une fausse discussion

Ceux qui défendent l'actuel régime cubain affirment, d'une part, qu'à Cuba existe « une démocratie populaire » totalement différente de la fausse démocratie bourgeoise, et d'autre part, que la « démocratisation » a toujours été le masque derrière lequel se sont cachés l'impérialisme et les *gusanos* pour chercher la restauration capitaliste.

C'est une position doublement fausse. D'abord, il ne peut pas y avoir une véritable « démocratie populaire » sans que les travailleurs et le peuple aient le droit de former des groupements d'opposition, éditer des journaux, etc., ce qui n'existe pas à Cuba.

Mais l'essentiel est que cette position occulte que la restauration capitaliste (ou le risque certain de restauration pour ceux qui considèrent qu'elle n'a pas encore été complétée) ne vient pas de la main d'une invasion des *gusanos* et de l'impérialisme yankee mais qu'elle a été promue par la direction castriste elle-même, qui vend le pays aux impérialismes européen et canadien.

C'est pourquoi, le caractère antidémocratique de l'actuel régime cubain n'est pas le résultat nécessaire d'une « forteresse socialiste sous siège » qui se défend d'une agression externe, mais un outil au service de la politique du sommet castriste qui a restauré le capitalisme, détruit les conquêtes de la révolution et transformé le pays en semi-colonie.

La défense de l'actuel régime est dissimulée derrière le risque du retour des yankees et des *gusanos*. Mais sa signification réelle est, d'une part, la défense de la politique et des privilèges économiques du sommet castriste et, d'autre part, une tentative d'éviter que le peuple cubain puisse s'organiser pour la combattre.

Dans ce cadre, la disparition de Fidel - ou son impossibilité d'exercer le pouvoir - peut non seulement accentuer les heurts et les divergences entre les différentes ailes du castrisme, mais elle peut, en outre, affaiblir ce sommet dans la relation avec les masses. C'est pourquoi, le sommet a besoin « de bien ficeler le paquet » pour éviter les risques de division interne et, essentiellement, pour s'assurer le contrôle du mouvement de masses.

Nous avons confiance dans le peuple cubain

Notre proposition de « démocratisation » part de bases totalement différentes et tend à des objectifs diamétralement opposés à ceux de l'impérialisme yankee et les *gusanos*. Pour nous, il s'agit de défendre les conquêtes qui restent encore de la révolution, d'inverser la restauration capitaliste et de freiner le processus de colonisation du pays.

En ce sens, nous avons pleine confiance dans le peuple cubain qui a déjà montré largement sa capacité de combattre la bourgeoisie et l'impérialisme, ainsi que sa grande maturité politique. Pour cela même, nous défendons pleinement leur droit de débattre et de décider démocratiquement des destinations du pays et de la succession de Fidel.

Alejandro Iturbe